

RENTRÉE 2018

REFUSONS L'ÉCOLE DU TRI SOCIAL,

COMBATTONS LES RÉFORMES BLANQUER

Blanquer empile actuellement ses réformes malheureusement cohérentes. Avec la mise en œuvre de Parcoursup, la casse du service public d'orientation, la réforme des lycées (professionnel, général et technologique), et la remise en cause des pédagogies coopératives, une seule et même logique : un projet d'école libéral et réactionnaire pour renforcer le tri social dévolu à l'école et placer les élèves sur le marché du travail. Afin de mettre au pas les personnels, ce sont toujours les mêmes solutions : casser les statuts et développer la précarité et le management à l'école. Face à ce rouleau compresseur, une nécessité : la mobilisation de tous les personnels, de la maternelle à l'université !

éducation
Sud
Union
syndicale
Solidaires

Parcoursup injuste et discriminant

Dès octobre 2017, SUD Éducation dénonçait le projet de loi orientation et réussite des étudiant-e-s (ORE) : qui met purement et simplement en place la sélection à l'université, aggravant les dysfonctionnements et les injustices du système APB. Grâce à notre questionnaire recensant le nombre de lycéen-ne-s n'ayant reçu aucune réponse positive, nous avons démontré que **le tri a bel et bien été fait en fonction de la filière de baccalauréat et des lycées d'origine** : Parcoursup est un dispositif discriminant et injuste. Cette vaste mascarade ne doit pas détourner l'attention du tri social déjà entrepris avec les réformes dans l'apprentissage, les LGT et les LP, bien en amont de l'accès à l'université. Pour SUD éducation, la garantie de l'accès à l'université doit se faire par l'octroi de moyens à hauteur des besoins et par les créations de postes nécessaires.



Le lycée à la carte, générateur d'inégalités

SUD éducation revendique

- 25 élèves par classe maximum
- Une définition nationale des seuils de dédoublement
- un lycée polytechnique
- un enseignement qui garantisse à tou-te-s les élèves l'appropriation de tous les types de savoirs.

Le ministère a annoncé une réforme du lycée qui met fin aux filières. Les élèves pourront choisir trois disciplines de spécialité (4h par semaine), réduites à deux lors du passage en terminale (6h chacune). Ces choix seront déterminants pour l'accès aux études supérieures : **l'élève devient l'auto-entrepreneur-euse de sa scolarité**, rendu-e toujours plus responsable, seul-e, de ses choix, de ses « réussites » ou de ses « échecs ». Les inégalités entre les lycées seront creusées par des offres de formation spécifiques. La réforme du bac renforcera encore ces inégalités : en augmentant la part de contrôle continu, le diplôme n'aura pas la même valeur en fonction du lycée.

Derrière la communication, une nouvelle attaque contre les LP

Le ministre de l'éducation nationale a présenté au printemps sa réforme de l'enseignement professionnel. A travers la propagande gouvernementale, c'est la casse des qualifications et des métiers pour les élèves qui est organisée. Blanquer annonce une filière d'excellence sans moyens supplémentaires. Pire, le gouvernement réalise des économies sur le dos des élèves, en supprimant l'équivalent de 7000 postes grâce au tour de passe passe de la baisse des horaires disciplinaires d'environ 10%. La réduction des filières, au profit de secondes « multimétiers », est encore une attaque en règle contre la professionnalisation des métiers. On en a déjà vu le résultat avec la mise en place du Bac Pro Gestion Administration : non merci.

“
l'équivalent de
7000 postes
seraient
supprimés”

Au collège

une charge de travail croissante avec des moyens en baisse



SUD éducation revendique

- 20 élèves maximum
- 16 élèves en REP
- 12 élèves en SEGPA

L'arrêté Blanquer de juin 2017 a renforcé l'autonomie des établissements, conformément au projet libéral du ministre. **Les moyens sont en baisse constante** comme le nombre de postes aux concours tandis que la charge de travail s'accroît. SUD éducation revendique des effectifs réduits, des dédoublements sur la moitié des horaires d'enseignement et une réduction du temps de travail. L'objectif étant d'obtenir un collège réellement unique avec un enseignement polyvalent qui garantisse à tou-te-s les élèves l'exploration de tous les types de savoirs, qu'ils soient manuels, techniques, artistiques ou théoriques, reposant sur des pratiques pédagogiques coopératives et émancipatrices.

Dans le premier degré, une mise au pas pédagogique des enseignant-e-s

Contrairement aux annonces sur la priorité au premier degré, **les écoles n'ont pas obtenu de moyens supplémentaires**, même pour faire face à la création de CP à 12 dans les REP+ (redéploiement des maîtres "Plus de maîtres-se-s que de classe"). Pour masquer ses insuffisances, le ministre allume des contre-feux en attaquant certaines méthodes pédagogiques qui seraient la cause de tous les maux de l'école et en publiant quatre circulaires sur la lecture et le calcul, destinées à mettre au pas la liberté pédagogique des enseignant-e-s. Par exemple, en soutenant la méthode syllabique au détriment de la méthode globale, Blanquer ne fait que flatter les penchants des plus réactionnaires. SUD éducation combat cette mise au pas pédagogique des enseignant-e-s, et continue à promouvoir les pédagogies coopératives, pour une école égalitaire et émancipatrice.



Casse du service public d'orientation

SUD éducation revendique

- maintien des DRONISEP, de leurs personnels, des Psy-ÉN, DCIO au sein de l'Éducation nationale
- maintien de tout le réseau des CIO, service public d'orientation de proximité dans l'Éducation nationale

La loi dite « Liberté de choisir son avenir professionnel » a transféré aux régions des DRONISEP, (délégations régionales de l'Office National d'Information sur les Enseignements et les Professions). Derrière cette mesure, **c'est l'adaptation de l'offre de formation aux besoins du patronat** pour le marché du travail, à l'échelle régionale. Parallèlement, le ministère annonce la fermeture des CIO, (centres d'information et d'orientation), et l'affectation des PsyEN spécialité EDO aux établissements scolaires. Encore un service public de proximité qui ferme, au détriment de celles et ceux qui en ont le plus besoin. Encore une profession méprisée, mise au service du tri social généralisé. Encore un pan du service public d'éducation privatisé, à travers la généralisation du « coaching » en orientation, par des entreprises privées.

Attaque sur nos statuts, suite logique du PPCR

Avec le plan "Action publique 2022", le gouvernement veut dynamiser la Fonction Publique : plan de départs volontaires, suppressions de postes, recours accru aux contractuel-le-s, gel des salaires, rémunération au mérite, remise en cause du statut et du régime de retraite, amoindrissement des dispositifs de santé et de sécurité au travail (fusion prévue des CT et CHSCT).... Le gouvernement envisage de vider les commissions administratives paritaires de leurs prérogatives, notamment en ce qui concerne les mutations pour les confier aux "managers publics", avec le recrutement par les chefs d'établissement, comme le préconise le ministre Blanquer à qui veut l'entendre ! Malgré ses limites, le paritarisme reste un gage de transparence dans l'accès aux droits (mutation, temps partiel, formation, avancement). Les annonces sur la formation des enseignant-e-s, remettant en cause le recrute-

ment par concours, ne sont pas faites pour nous rassurer. En parallèle, le gouvernement annonce un vaste plan de contractualisation : alors qu'un personnel sur quatre est déjà contractuel dans l'éducation nationale, la volonté de casser le statut et de généraliser la précarité est évidente.

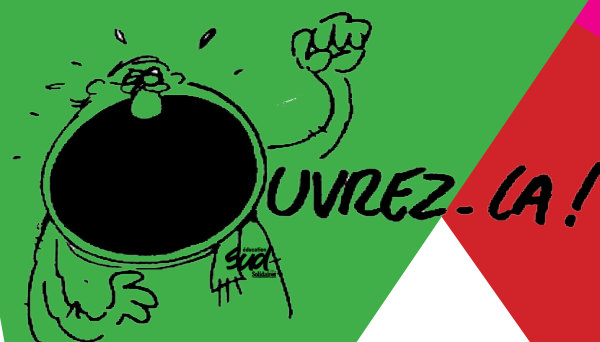
L'individualisation des parcours professionnels est déjà bien amorcée avec la mise en place du PPCR que SUD éducation dénonce depuis 2016. Ce plan soutenu par la FSU, l'UNSA, la CFDT, conduit à une aggravation de l'arbitraire dans les promotions (notamment pour la hors-classe et la classe exceptionnelle) et à une augmentation des écarts salariaux.

Sous le doux nom d'Action publique 2022 il s'agit d'une nouvelle politique d'individualisation des parcours et de dynamitage de la Fonction publique.

**Refusons cette vision libérale et réactionnaire
de l'école !**

Pour une école égalitaire, publique, laïque et émancipatrice,

**MOBILISONS-NOUS
DE LA MATERNELLE À L'UNIVERSITÉ !**



SUD éducation est un syndicat intercatégoriel qui s'efforce d'unir les revendications des personnels de la maternelle à l'université, dans les écoles, les collèges, les lycées, les universités et tous les services. Nous portons un syndicalisme de lutte qui défend les droits des personnels sans compromission avec la hiérarchie. Membres de l'Union syndicale Solidaires, nous défendons une autre vision du syndicalisme, fondée sur la démocratie à la base et l'autogestion dans la vie du syndicat. SUD éducation se bat au quotidien pour une école publique, gratuite, laïque, égalitaire et émancipatrice.

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 2018
DU 29 NOVEMBRE
AU 6 DÉCEMBRE

VOTONS

éducation
Sud

ELECTIONS.SUDEDUCATION.ORG

Union
syndicale
Solidaires